



analyse

Par **Clémence Fourton**,
maîtresse de conférences
en études anglophones à
Sciences Po Lille et auteur
de *Le Royaume-Uni, un pays
en crises ?* (Le Cavalier Bleu,
2021).

Annus instabilis au Royaume-Uni

Nonobstant ses dorures vieilles de 260 ans, le carrosse britannique a, depuis l'été 2022, subi bien des cahots. Tandis que sur la scène internationale les gouvernements tentent, avec un succès très variable, de tracer la tant attendue voie post Brexit, sur le plan intérieur la crise économique et la colère sociale grondent.

Photo ci-dessus :

Le 13 juillet 2023, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, s'apprête à donner une conférence de presse au cours de laquelle il appellera (en vain) à la fin des grèves dans le pays. Selon un sondage réalisé par Channel4, en cas d'élections, les conservateurs au pouvoir n'obtiendraient que 90 sièges au Parlement, au profit d'un raz-de-marée des travaillistes qui en obtiendraient 461. Les prochaines élections générales sont prévues courant 2024. (© Number 10)

Le Royaume-Uni ne va pas très bien. Certes, le couronnement de Charles III le 6 mai 2023 fut l'occasion de projeter une fois encore l'image d'un royaume puissant par-delà ses frontières, avec la participation volontaire des médias du monde entier — on put ainsi suivre l'événement en direct et en version longue jusque sur les chaînes de radio et de télévision publiques de la République française. La monarchie reste une valeur refuge du *soft power* britannique. Pourtant, même cet exercice-là fut (marginale) bousculé par quelques manifestants hostiles à la royauté et le débat sur les méthodes policières à leur encontre qui les suivit (1). Alors que les gouvernements successifs tentent, avec un succès très variable, de tracer la tant attendue voie post Brexit, la crise économique et la colère sociale grondent sur le plan intérieur. Retour sur un an d'instabilité et les questions structurelles (et non résolues) qui l'ont causée.

Derrière l'instabilité politique, la fragilité démocratique

Les trois personnes qui ont occupé le 10, Downing St au cours de l'année passée — Boris Johnson, Liz Truss, Rishi Sunak — posent, chacune à leur manière et pi ensemble, des questions fondamentales au modèle politique britannique. Ces trois *leaders* successifs du parti conservateur incarnent ainsi différentes dérives menaçant les démocraties libérales contemporaines dans différents endroits du globe. Ainsi Boris Johnson est-il un populiste, au sens que lui donne le politiste Cas Mudde (2) : son fonds de commerce est d'opposer le bon peuple à des élites corrompues. Mais plus encore, le Johnson semble emblématique d'une forme de populisme en vogue en ce début de XXI^e siècle. D'une part, sa déposition des élites se fait au mépris de sa propre position dans l'espace social et politique : Johnson, issu des bancs d'Eton



d'Oxford, où il a affûté ses armes rhétoriques et ses amitiés politico-industrielles, fait lui-même partie de l'élite. Son populisme est avant tout un discours, un style brut de décoffrage, ce en quoi il ressemble beaucoup à Donald Trump (3). D'autre part, Johnson s'est progressivement enfoncé dans une dénonciation tous azimuts des institutions dans lesquelles il opère, en l'occurrence celles de la démocratie parlementaire.

Les Britanniques avaient donné une majorité absolue aux conservateurs menés par Johnson en 2019 parce qu'il leur avait promis la liberté et la souveraineté, incarnées par le Brexit. Il fut finalement poussé vers la sortie lorsque liberté et souveraineté devinrent pour lui synonymes d'impunité vis-à-vis des règles de confinement sanitaire que son gouvernement avait lui-même fixées, et vis-à-vis de l'exigence élémentaire de vérité dans l'enceinte parlementaire. Sa déclaration en réponse au rapport de la Commission parlementaire qui le fit démissionner de son poste de député a elle aussi des accents trumpiens indéniables : « C'est n'importe quoi. C'est un mensonge. Pour

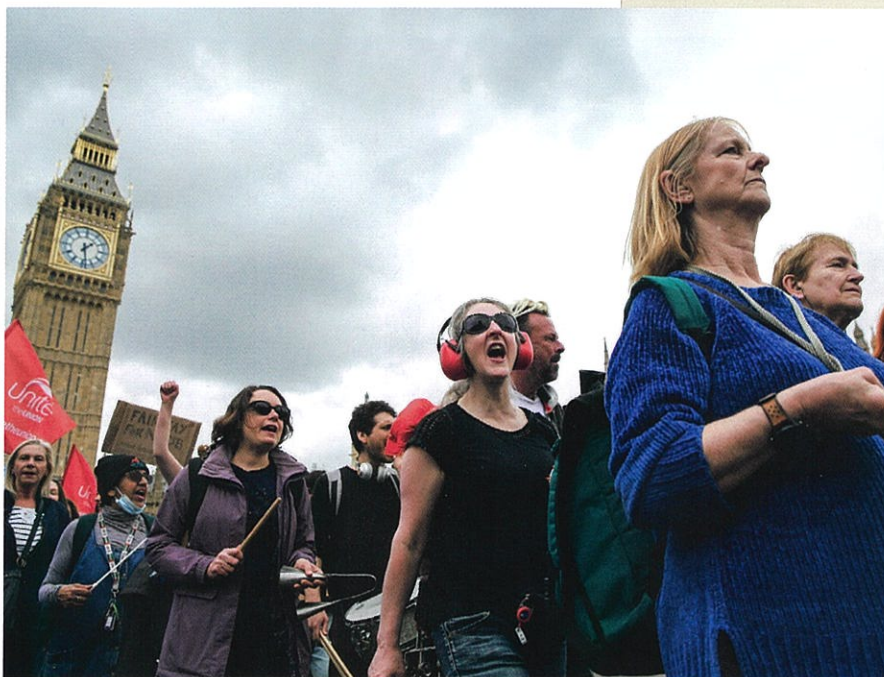
“ Pendant un temps, le système Johnson a fonctionné. Ne pas céder, ne pas admettre ses erreurs, quitte à omettre, quitte à mentir. Il a fini par craquer. ”

arriver à cette conclusion complètement folle, la commission est obligée de dire un ensemble de choses qui sont visiblement absurdes, ou que les faits contredisent. (4) » C'est donc, avec Johnson, le paradoxe de la tentation populiste que l'on voit s'exercer. Les Britanniques voulaient un Premier ministre qui prenne le contrepied des mécaniques huilées de la diplomatie européenne. Ils voulaient un taureau, un trublion, un Trump qui aurait fait ses classes. Ils l'ont eu. Pendant un temps, le système Johnson a fonctionné. Ne pas céder, ne pas admettre ses erreurs, quitte à omettre, quitte à mentir. Il a fini par craquer. *In fine*, la transparence démocratique et le contrôle parlementaire l'ont emporté, non sans avoir été sérieusement éprouvés.

Après Johnson vint Liz Truss et son budget du 23 septembre 2022, incarnant cette fois non plus la tentation populiste mais les excès d'une politique économique indexée sur les exigences du capitalisme financier. Éluë suite à la démission de son collègue, par les membres de leur parti, c'est par la voix de Kwasi Kwarteng, son ministre des Finances, que son programme fut déroulé : suppression de la tranche d'impôts sur les revenus au-delà de 150 000 livres sterling (£), annulation de la hausse de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'écotaxe sur les factures d'énergie, entre autres (5). Mais très vite, les marchés financiers s'inquiétèrent que cette perte de revenus pour le trésor public ne fût pas compensée ailleurs. Les marchés refusèrent de prêter sans assurer leurs arrières, et ripostèrent en provoquant une hausse immédiate des taux d'intérêts, et une spéculation agressive contre la livre sterling. Le pari d'attirer les investisseurs en baissant les impôts et ainsi de booster la croissance qui aurait fini par ruisseler, fut pour le moins raté.

Devant cette pression, Truss, à son tour, finit par céder. Il fut décidé qu'elle serait remplacée en quelques jours, afin de ne pas risquer de perdre à nouveau la confiance des marchés. Il n'y aurait pas d'élections législatives, et seulement une nomination interne au parti conservateur, car il ne fallait pas traîner : ce fut par l'anticipation de la spéculation financière que le processus politique fut dicté. L'État de droit s'est incliné devant la loi du marché. Avec Truss, c'est la sujétion de la politique au financier qui s'est manifestée.

Sunak, enfin, entra à Downing Street le 25 octobre 2022, et tente depuis à sa manière de revenir à une forme de normalité. Parmi les cinq priorités qu'il s'est données, trois concernent



l'économie dans son ensemble (arrêter l'inflation, diminuer la dette, booster la croissance), une le service de santé (résorber les retards de prise en charge), et une l'immigration (empêcher l'immigration clandestine ou, plus trivialement, *stopping the boats*). Ces priorités reflètent bien l'ampleur des difficultés économiques du pays d'une part, et son repli nationaliste d'autre part. Sunak s'inscrit en cela dans la lignée de ses prédécesseurs : ces dix dernières années, le Royaume-Uni a déployé une politique migratoire extrêmement répressive. La tendance fut initiée dans les années 2010 sous Theresa May, alors ministre de l'Intérieur de David Cameron, qui déclara sans ambages vouloir développer un « environnement hostile » aux immigrés, à grands renforts de lois et de propagande. La loi *Immigration Act* de 2014 conditionne ainsi l'accès au logement et à la santé au statut migratoire, tandis qu'on vit à l'été 2013 de très officielles camionnettes portant l'inscription « *Go Home* » parcourir les rues de Londres avec l'objectif de susciter des départs volontaires. Certains de ces dispositifs polémiques, comme le programme d'expulsion des demandeurs d'asile arrivés clandestinement en Angleterre vers le Rwanda, finalement retoqué par une cour d'appel britannique le 29 juin 2023 (6), vont même à l'encontre du droit international. Le Royaume-Uni de Sunak s'enfoncé donc dans cette tendance, véritablement insulaire : non seulement le pays a quitté l'Union européenne, mais il

Photo ci-dessus :

Le 1^{er} mai 2023, des travailleurs de la santé manifestent dans le centre de Londres, en Grande-Bretagne, pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Le pays fait face à une mobilisation qui continue de prendre de l'ampleur pour dénoncer la hausse du coût de la vie provoquée par l'inflation. Si de nombreuses professions sont représentées dans les cortèges, le personnel soignant du National Health Service (NHS) est au cœur de revendications, dénonçant son incapacité à prendre en charge correctement les patients : en raison des politiques d'austérité successives, le délai de prise en charge aux urgences aurait atteint un record qui, selon le *Times*, causerait la mort de près de 500 patients par semaine. (© Xinhua)

Photo page de droite :

Si le FMI a estimé que le Royaume-Uni devrait échapper à une récession en 2023 (0,4 % de croissance), la Banque d'Angleterre (ici en photo), qui a augmenté son taux directeur à 5,25 % en août (soit son plus haut en 15 ans), estime que la baisse de l'inflation sera lente, avec un objectif de 2 % au deuxième trimestre 2025. (© Shutterstock)

s'efforce d'ériger autour de lui des forteresses tant matérielles que symboliques, à l'encontre de sa tradition centenaire de terre d'accueil et d'asile.

Enfin, outre ces dérives incarnées par les trois derniers Premiers ministres — la tentation populiste, l'indexation du politique sur le financier et la surenchère insulaire —, leur nombre seul interroge. Les satiristes s'en donnent à cœur joie, mesurant le temps qui passe non plus en mois et en semaines, mais en nombre de gouvernements. Plus sérieusement, les politistes voient dans cette instabilité politique, qui remonte en fait à 2016 — puisque le référendum sur le Brexit entraîna la démission de David Cameron suivie de celle de Theresa May —, le signe de plusieurs dysfonctionnements (7). En particulier, Johnson, tout

de certains produits alimentaires s'est littéralement envolé, notamment celui du sucre (+ 50 % entre mai 2022 et mai 2023) et du lait (+ 29 %) et des légumes frais (+ 21 %). Cette hausse de prix est multifactorielle : effet de rattrapage de la consommation après la Covid-19 et difficultés d'importation de certains produits depuis le début de la guerre en Ukraine (9) ; manque de main-d'œuvre maraîchère suite au Brexit, qui réduit les récoltes (10) ; mais aussi effets du changement climatique sur la production agricole, ou « climflation », par exemple sur l'huile d'olive espagnole (11), spéculation des « profiteurs de la faim » sur les matières premières (12) et augmentation opportuniste des profits de certaines entreprises (13).

“ Johnson, tout comme Truss (et l'on pourrait sans doute ajouter Sunak à la liste), ont fait des promesses impossibles puisqu'un État social fort sans fiscalité à l'avenant tient du miroir aux alouettes. ”

La politique monétaire de la Banque d'Angleterre visant à enrayer la hausse des prix consiste à relever les taux d'intérêt. Le taux directeur de la Banque, sur lequel s'alignent les institutions bancaires commerciales, fixé à 0,1 % pendant la pandémie de la Covid-19, a été relevé chaque mois depuis janvier 2022, pour atteindre 5 % en juin 2023. Or, l'immense marché des prêts immobiliers contractés au Royaume-Uni ne compte pas, comme c'est la norme en France, des emprunts à taux fixe sur toute leur durée. En 2022, la moitié des emprunts en cours avaient un taux fixe seulement pour les cinq premières années avant une nouvelle négociation. Un quart disposait d'un taux fixe sur deux ans, et 15 % étaient à taux variable (14). Dans ces conditions, la décision de la Banque d'Angleterre de relever les taux directeurs a eu des conséquences directes et dramatiques pour le quart des Anglais qui ont un crédit immobilier (15) : prenant cette décision, la Banque d'Angleterre a clairement établi que la priorité monétaire est de faire baisser l'inflation, s'agit de dissuader la consommation et d'encourager l'épargne, en bref, de ralentir l'économie. Ce faisant, la Banque court le risque, selon certains analystes (16), de provoquer une récession, même si Andrew Bailey, son directeur, s'en défend (17).

L'inflation galopante et les mesures destinées à l'enrayer ont des conséquences dramatiques sur le pouvoir d'achat des Britanniques, et c'est ce qui explique que le Royaume-Uni ait connu une vague de grèves historiques à partir de 2022. Ce moment social, que l'on peut qualifier de multiprofessionnel, mesure où il a concerné l'ensemble du monde du travail britannique, est en fait un ensemble de conflits sociaux à l'échelle de l'entreprise, de l'établissement ou de la branche d'activité. Ces conflits portent sur la question salariale : les revendications concernent en premier lieu le niveau de rémunération et se combinent, selon les cas, à d'autres revendications professionnelles. Les postiers et postières de la *Royal Mail*, privés depuis 2013, ont ainsi demandé des hausses de salaire à



Photo ci-dessus :

En juin 2023, la hausse des prix à la consommation atteignait 7,9%, soit la plus forte des pays du G7. En 2022, l'inflation britannique a atteint 11,1%, soit le plus haut niveau sur 41 ans. (© Xinhua)

comme Truss (et l'on pourrait sans doute ajouter Sunak à la liste) ont fait des promesses impossibles, puisqu'un État social fort sans fiscalité à l'avenant tient du miroir aux alouettes. En outre, pour May, Truss et Sunak, leur nomination en interne, par le parti conservateur, les éloigne de l'électorat britannique sur le plan sociologique. Plus, si la Constitution britannique n'exige pas l'organisation d'un scrutin national après une démission quand les députés n'en éprouvent pas la nécessité, il n'en reste pas moins que ce procédé atteint les gouvernements sur le plan de la légitimité. De ce point de vue, l'instabilité tend à provoquer... plus d'instabilité.

Derrière l'inflation et la colère sociale, les limites d'un modèle économique

Tandis que les Premiers ministres se succèdent à un rythme soutenu, les derniers mois ont été marqués par une dégradation de la situation économique du pays. En effet, le Royaume-Uni connaît, depuis 2021, une inflation quasiment continue (8). Entre mars 2021 et janvier 2022, les prix augmentent chaque mois de 1 à 5 % par rapport à ce qu'ils étaient un an plus tôt. À partir de février 2022, l'augmentation s'accélère pour atteindre 9,6 % en octobre 2022. L'inflation reste à ces niveaux record par la suite, étant toujours à 7,9 % en mai 2023. Au final, le prix



de compenser l'inflation, tout en dénonçant des formes d'ubérisation, à savoir le recrutement de livreurs et livreuses indépendants, et d'intensification du travail. En avril 2023, le principal syndicat du secteur, la *Communication Workers' Union*, est arrivé, après pas loin d'un an de mobilisation et des dizaines de journées de grève, à un accord de fin de conflit comprenant l'abandon du recrutement des indépendants et des hausses de salaire de 10 %. Ces conflits multiples, dont la poste n'est qu'un exemple, signalent un profond malaise chez les travailleurs et travailleuses britanniques. Les revenus de la classe ouvrière et de la classe moyenne se sont considérablement dégradés (18). Cette baisse a des conséquences très concrètes en termes de conditions de vie, que l'on perçoit, en creux, dans les dispositifs d'urgence mis en place par des associations, tels que la distribution alimentaire et la mise à disposition d'espaces chauffés (19). Cette progression rapide de la pauvreté et des inégalités, ainsi que la colère sociale qu'elles engendrent, pointent les limites du modèle économique britannique, en particulier la faible régulation du marché du travail, où les emplois sont certes faciles à trouver mais aussi peu rémunérés et peu sécurisés. Depuis l'été 2022, le Royaume-Uni est donc, d'une certaine façon, mis face à ses contradictions, sur la plan politique, économique, mais aussi diplomatique. À



“ Le modèle britannique est déstabilisé, et n'a pas fini de cahoter. ”

l'international, Sunak, comme ses prédécesseurs, fait le grand écart entre des rêves de leadership mondial et la réalité du monde actuel : le Royaume-Uni se voit en pionnier de la transition écologique mais Sunak ne met pas les pieds au Sommet pour un nouveau pacte financier ; il tente de développer ses accords commerciaux dans le Pacifique mais ne peut rivaliser avec la puissance chinoise,

et voudrait maîtriser le contrôle de ses frontières sans réellement coopérer avec ses alliés. Ces contradictions ne sont pas nouvelles, mais elles se sont récemment sensiblement accentuées. Le modèle britannique est déstabilisé, et n'a pas fini de cahoter.

Clémence Fourton

Notes

- (1) Par exemple, dans la presse américaine : Sophie Tanno, Caolán Magee, « UK police face backlash over handling of anti-monarchy protests », *CNN*, 8 mai 2023 (<https://rb.gy/fpkt4>).
- (2) Cas Mudde, « The populist zeitgeist », *Government and Opposition*, vol. 39(4), p. 541-563, 2004 (<https://rb.gy/l9jiz>).
- (3) Corina Lacatus, Gustav Meibauer, « 'Saying it like it is': Right-wing populism, international politics, and the performance of authenticity », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 24(3), p. 437-457, 2022 (<https://rb.gy/n8ta1>).
- (4) Coffee House, « Full text: Boris Johnson's response to the Privileges Committee's report », *The Spectator*, 15 juin 2023 (<https://rb.gy/251zc>).
- (5) Richard Partington, « The mini-budget that broke Britain - and Liz Truss », *The Guardian*, 20 octobre 2022 (<https://rb.gy/uo1ki>).
- (6) Haroon Siddique, « Why was the UK's Rwanda plan for asylum seekers rules unlawful? », *The Guardian*, 29 juin 2023 (<https://rb.gy/stldq>).
- (7) Frank Langfitt, « The U.K. will have 5 prime ministers in just 6 years. What's gone wrong? »,

NPR, 20 octobre 2022 (<https://rb.gy/paqjq>).

(8) Voir les chiffres du Bureau national des statistiques britannique : Office for National Statistics, « CPIH annual rate 00: all items 2015=100. Source dataset: Consumer price inflation time series (MM23) », 19 juillet 2023 (<https://rb.gy/n7hs8>).

(9) Anna Valero, « Why have energy bills in the UK been rising? », *LSE British Politics and Policy blog*, 20 octobre 2022 (<https://rb.gy/3sybb>).

(10) Environment, Food and Rural Affairs Committee, House of Commons, « Labour shortages in the food and farming sector », 6 avril 2022 (<https://rb.gy/60mx8>).

(11) Isambard Wilkinson, « Spanish olive oil market shrivels after worst harvest in decades », *The Times*, 4 octobre 2022 (<https://rb.gy/wot5n>).

(12) CCFD Terre Solidaire, « Hausse des prix : à qui profite la faim ? », 9 janvier 2023 (<https://rb.gy/5mk7i>).

(13) Niels-Jakob Hansen, Frederik Toscani, Jing Zhou, « Europe's Inflation Outlook Depends on How Corporate Profits Absorb Wage Gains », *IMF Blog*, 26 juin 2023 (<https://rb.gy/kaxa2>).

(14) Office for National Statistics, « How increases in housing costs impact households », 9 janvier 2023 (<https://rb.gy/u5bn3>).

(15) Office for National Statistics, « Subnational estimates of dwellings and households by tenure, England: 2021 », 27 février 2023 (<https://rb.gy/7gdqe>).

(16) Voir par exemple : Graham Hiscott, « UK facing a YEAR-LONG recession if interest rates are increased again, experts warn », *The Mirror*, 27 juin 2023 (<https://rb.gy/O11pg>).

(17) Daniel Thomas, Nick Edser, Faisal Islam, « Interest rates: Bank of England boss denies wanting recession as rates rise », *BBC News*, 22 juin 2023 (<https://rb.gy/h9io2>).

(18) Office for National Statistics, « Average household income, UK: financial year ending 2022 », 25 janvier 2023 (<https://rb.gy/huqq2>).

(19) Amelia Gentleman, « Hot drinks, free coats, cold, hungry children: the shocking reality of Britain's winter 'warm banks' », *The Guardian*, 13 décembre 2022 (<https://rb.gy/n7vpq>).

Petite chronologie de l'instabilité politique britannique

11 mai 2010 : élections législatives, victoire du Parti conservateur en coalition avec les libéraux-démocrates, David Cameron devient Premier ministre.

7 mai 2015 : élections législatives, victoire du Parti conservateur, David Cameron reste Premier ministre.

24 juin 2016 : victoire du « Leave » au référendum sur le Brexit, David Cameron démissionne.

11 juillet 2016 : Theresa May est élue à la tête du Parti conservateur et devient Première ministre.

8 juin 2017 : élections législatives, victoire du Parti conservateur, Theresa May redevient Première ministre.

24 mai 2019 : après deux motions de censure, le rejet par les députés de sa proposition d'accord de sortie de l'Union européenne, et la défaite des conservateurs aux élections européennes, Theresa May démissionne.

23 juillet 2019 : Boris Johnson est élu à la tête du Parti conservateur et devient Premier ministre.

12 décembre 2019 : élections législatives, victoire du Parti conservateur, Boris Johnson reste Premier ministre.

7 juillet 2022 : après le scandale de ses fêtes à Downing Street pendant le confinement, celui de sa nomination d'un collaborateur accusé d'agressions sexuelles et des défections en cascade dans son gouvernement, Boris Johnson démissionne.

5 septembre 2022 : Liz Truss est élue à la tête du Parti conservateur et devient Première ministre.

20 octobre 2022 : après la critique unanime de ses annonces économiques, Liz Truss démissionne.

25 octobre 2022 : Rishi Sunak est élu sans concurrent à la tête du Parti conservateur et devient Premier ministre.